

Le Burundi classé parmi les pays moins engagés en faveur des enfants

Arrib News, 25/05/2011 – Source APAThe African Child Policy Forum (ACPF), un centre panafricain à but non lucratif de recherche en matière de politique et de dialogue sur l'enfant africain, a annoncé mercredi à Dakar, lors du lancement de son rapport africain 2011 sur le bien-être de l'enfant, le non respect des engagements budgétaires des gouvernements africains en faveur des enfants. « Nous sommes à la fois consternés et troublés par l'écart entre ce que nous disons que nous faisons en Afrique pour nos enfants », a déclaré M. David Mugawo directeur exécutif de l'ACPF. Pour lui, l'Afrique souhaite atteindre des niveaux de vie meilleure et rivaliser dans l'arène internationale, elle doit investir en faveur de ses enfants.

« Ceci doit être reflété dans nos priorités budgétaires », soutient M. Mugawo. Présentant le rapport, il a fait remarquer que dans l'éducation, en dépit du fait que l'Afrique a fait de grands pas à la fois aux niveaux primaire et secondaire, le continent n'attribue que 3% des ressources mondiales à l'éducation. Ce qui laisse un nombre considérable d'enfants hors de l'école, indique le rapport qui signale d'autre part qu'il existe un très grand besoin insatisfait de protection sociale en Afrique (environ 80%) malgré le rôle important qu'elle pourrait jouer pour protéger les enfants vulnérables. « Il s'agit du secteur le plus négligé sur le continent », relève M. Mugawo. Dans le domaine de la santé, le rapport montre qu'en dépit de l'amélioration des dépenses, l'Afrique a encore un niveau relativement bas d'investissement avec la plupart des pays allouant entre 4 et 6% de leur budget national à la santé en 2008, bien en-dessous de l'objectif d'Abuja de 15%. Le tableau présenté par M. Mugawo révèle que les gouvernements de la Tanzanie, du Mozambique et du Niger sont les plus engagés sur le plan de l'utilisation du montant maximal de ressources disponibles pour le bien-être des enfants. Il a cité parmi les 10 pays les plus engagés dans la lutte pour le bien-être des enfants : le Gabon, le Sénégal, la Tunisie, les Seychelles, l'Algérie, le Cap-Vert et l'Afrique du Sud. A l'autre bout de l'échelle, 10 pays sont classés parmi les moins engagés en matière d'utilisation de leurs ressources pour le bien-être des enfants : Soudan, Guinée-Bissau, Érythrée, RD Congo, Comores, Sierra Leone, Angola, Burundi et Centrafrique. « Il faut affecter des crédits budgétaires suffisants dans les secteurs qui ont le plus d'impacts dans l'évolution des enfants », a soutenu Mme Agnès Kaboré, présidente africain des experts sur les droits et le bien-être de l'enfant. Selon elle, la conclusion majeure du rapport est que l'engagement d'un pays en faveur de ses enfants n'est pas nécessairement fonction de l'importance de ses finances.